

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

ASA 35/005/2009

23 juillet 2009

ÉFAI

Philippines. Amnesty International demande instamment à la présidente Gloria Macapagal Arroyo de laisser un héritage positif en termes de droits humains

La présidente Gloria Macapagal Arroyo doit laisser au peuple philippin un héritage positif en termes de droits humains à la fin de son mandat qui se termine dans dix mois, a déclaré Amnesty International ce jeudi 23 juillet. Le 27 juillet, la présidente prononcera son dernier discours sur l'état de la nation après neuf années à la tête du pouvoir. Dans le même temps, une culture de l'impunité pour les auteurs d'atteintes aux droits humains continue de régner dans tout le pays et on compte encore des centaines de milliers de personnes déplacées à Mindanao.

Au cours des huit dernières années, des centaines d'homicides illégaux, souvent à caractère politique, ont eu lieu ainsi que des disparitions forcées, souvent accompagnés d'actes de torture.

Le nombre de personnes déplacées du fait de la reprise du conflit armé entre le gouvernement et le Front de libération islamique moro en août 2008 serait, selon les organisations internationales, le plus élevé au monde pour ce qui est des déplacements récents de population; ce serait aussi le déplacement interne de population le plus oublié de 2008. Plus de 700 000 personnes ont été déplacées au total et plus de 250 000 figurent toujours au nombre des personnes déplacées presque un an après la reprise des hostilités.

Le 23 juillet 2009, des organisations de la société civile à Mindanao ont fait entendre la voix des familles déplacées dans un *Discours sur l'état des Bakwit*. « *Cette guerre a laissé des blessures si profondes et si grandes et a rendu nos vies tellement misérables. Certaines de nos maisons ont brûlé ; nos maigres effets et nos terres ont été détruits.. . Nous avons peur pour nos enfants. La plupart des bakwits [personnes déplacées internes] sont des enfants. Beaucoup d'entre eux ne vont plus à l'école . Nous avons peur que nos enfants ne connaissent rien d'autre que l'exode, la guerre et le désespoir. »*

Amnesty International demande instamment à la présidente Gloria Macapagal Arroyo de placer la protection des droits humains au cœur de son administration en prenant des mesures concrètes pour assurer la protection des civils affectés par le conflit armé et fournir des vivres, de l'eau, des soins médicaux appropriés ainsi qu'une aide à la réinstallation aux familles déplacées. En outre, elle doit en priorité faire la preuve de l'engagement réel de son administration à faire respecter les droits humains en remédiant à l'absence d'enquêtes approfondies sur les atteintes aux droits humains qui ont été perpétrées, notamment celles commises par les forces de sécurité gouvernementales.

Les dix prochains mois de la présidence de Gloria Macapagal Arroyo sont une occasion historique de laisser un héritage positif en matière de droits humains.